



NOM - PRENOM



DOSSIER
D'INSCRIPTION
2026-2027

➤ ETAT CIVIL

Nom d'usage Prénom

Nom de naissance

Date de naissance Ville de naissance

Département / pays Nationalité

Information : Pour les élèves de nationalité étrangère non ressortissants de l'Union européenne, **nous vous remercions de bien vouloir compléter l'annexe 10.**

➤ COORDONNEES

Adresse e-mail

Adresse postale

Code postal Téléphone fixe

Ville Téléphone portable

➤ PERSONNE A PREVENIR EN CAS D'URGENCE

Nom Prénom

N° de téléphone

 CURSUS UNIVERSITAIREANNEE
D'OBTENTION

Baccalauréat Etablissement

Institut d'études judiciaires

Master 1

Faculté

Master 2

Faculté

DATE DE
SOUTENANCE

Doctorat : sujet de thèse

Faculté Directeur de thèse

 AUTRE FORMATION SUIVIEEtes-vous inscrit(e) dans un autre établissement de formation que l'ECOA ? oui non

Si oui, merci de préciser :

Intitulé de la formation

Etablissement

Adresse

CHOIX DES FONDAMENTAUX

➤ CHOIX DES MODULES POUR LES FONDAMENTAUX (*trois matières obligatoires parmi les cinq propositions suivantes*)

- Droit civil Droit public Droit des affaires
- Droit pénal Droit social

➤ DROIT DES ETRANGERS - ENSEIGNEMENT FACULTATIF

- Je souhaite choisir l'enseignement facultatif droit des étrangers

➤ LANGUES ETRANGERES (E-LEARNING) - ENSEIGNEMENT FACULTATIF

- Je souhaite choisir l'épreuve d'anglais pour le CAPA et m'engage à suivre l'enseignement de 30 heures en ligne.

**LISTE DES PIECES A JOINDRE AU DOSSIER D'INSCRIPTION
*POUR LES ADMIS À L'EXAMEN D'ENTRÉE DU CRFPA***

- Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité
- Pour les élèves de nationalité étrangère : copie de la carte de séjour ou du visa en cours de validité
- Copie de vos diplômes, attestations de réussite de maîtrise en droit ou master 1, ainsi que tout autre diplôme postérieur (master 2)
- Pour les demandeurs d'emploi, une photocopie de la notification de l'inscription au pôle emploi ou d'ouverture de droits
- Copie de l'attestation de réussite à l'examen d'accès au CRFPA
- Curriculum vitae détaillé
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité pour l'année 2026
- Frais pédagogiques de 1900€ à régler : (cocher la case correspondante)
 - soit par **virement bancaire**, transmettre l'avis de virement à formation.initiale@avocats-ecoa.fr (*au plus tard le 7 décembre 2025*)
 - soit par **chèque à remettre au plus tard le 7 décembre**
 - paiement en 3 fois, **remettre les 3 chèques au plus tard le 7 décembre**
- 1er chèque : 700€, 2ème et 3ème chèque : 600€**
- Attention : toute inscription est définitive. En cas d'arrêt de la formation, l'intégralité des frais pédagogiques devra être réglée à l'ECOA.**
- Annexes 1 à 9 (+ annexe 10 si concerné(e)) dûment complétées et signées

**LISTE DES PIECES A JOINDRE AU DOSSIER D'INSCRIPTION
*POUR LES DOCTORANTS***

- Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité
- Pour les élèves de nationalité étrangère : copie de la carte de séjour ou du visa en cours de validité
- Copie de vos diplômes, attestations de réussite de maîtrise en droit ou master 1, ainsi que tout autre diplôme postérieur (master 2, doctorat)
- Pour les demandeurs d'emploi, une photocopie de la notification de l'inscription au pôle emploi ou d'ouverture de droits
- Curriculum vitae détaillé
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité pour l'année 2026
- Frais pédagogiques de 1900€ à régler : (cocher la case correspondante)
 - soit par **virement bancaire**, transmettre l'avis de virement à formation.initiale@avocats-ecoa.fr (*au plus tard le 7 décembre 2025*)
 - soit par **chèque à remettre au plus tard le 7 décembre**
 - paiement en 3 fois, **remettre les 3 chèques au plus tard le 7 décembre**

1er chèque : 700€, 2ème et 3ème chèque : 600€

Attention : toute inscription est définitive. En cas d'arrêt de la formation, l'intégralité des frais pédagogiques devra être réglée à l'ECOA.

- Annexes 1 à 9 (+ annexe 10 si concerné(e)) dûment complétées et signées

Et si vous avez soutenu votre thèse après le 31/12/2024, merci de nous transmettre les pièces complémentaires suivantes :

- La copie du diplôme de doctorat en droit
- La copie de la thèse que vous avez soutenue
- Le justificatif de compétences en droit français

Selon les cas,

Enseignant

- Justifier d'au moins 60 h d'enseignement en droit, dans un établissement public d'enseignement supérieur, par an et pendant 2 ans au cours des 5 dernières années ;

Juriste assistant ou assistant de justice

- Justifier de 2 années d'exercice professionnel en qualité d'attaché de justice, juriste assistant ou assistant de justice ;

Juriste

- Justifier de 2 années d'exercice professionnel en qualité de juriste d'au moins 700 h par an

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (*nom prénom*)
atteste sur l'honneur :

➤ INSCRIPTIONS PRÉALABLES

- ne jamais avoir été inscrit(e) dans une autre école d'avocats les années antérieures
 avoir été inscrit(e) à l'école de
-
- ne jamais avoir passé les épreuves du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA)
 avoir passé les épreuves du CAPA à l'école de
-
- ne pas avoir sollicité d'inscription, pour cette rentrée, dans une autre école d'avocats
 avoir sollicité une inscription, pour cette rentrée, à l'école de
-

➤ ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

Merci de recopier **de façon manuscrite** la mention ci-après :

« Je soussigné(e) (*prénom, nom*) certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements donnés et l'authenticité des pièces fournies à l'appui de ma présente demande d'inscription. Je certifie en outre ne pas avoir présenté l'examen du CAPA plus de deux fois ».

.....

.....

.....

.....

Fait à le

Signature

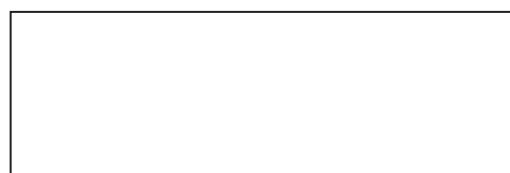
TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Je soussigné(e) (nom prénom)

Autorise l'Ecole du Centre Ouest des Avocats (ECOA) à utiliser et diffuser aux barreaux, cabinets d'avocats, organismes sociaux, Conseil National des Barreaux (CNB), éditeurs juridiques, prestataires de l'ECOA, les documents et informations fournies par mes soins notamment la photographie officielle, le curriculum vitae, l'adresse mail et autres coordonnées, pour autant que cette utilisation et diffusion s'inscrivent dans le cadre des missions de l'ECOA.

Conformément au Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 et à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez à tout moment de la possibilité d'exercer vos droits sur vos données personnelles (droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des données personnelles, de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée et droit de révocation de consentement), en contactant l'ECOA à l'adresse formation.initiale@avocats-ecoa.fr en joignant un justificatif d'identité à votre demande.

Fait à le Signature

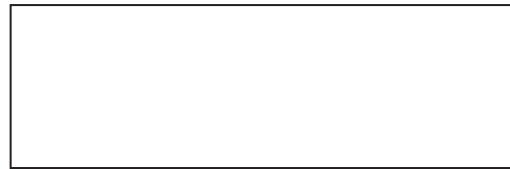


Accepte que l'ECOA communique mon adresse mail personnelle à de futurs élèves-avocats désireux d'être informés sur les stages effectués dans le cadre de ma formation à l'ECOA.

oui

non

Fait à le Signature



ENGAGEMENT ET RESPECT DU SECRET

Je soussigné(e) (*nom prénom*)

reconnais avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'Ecole du Centre Ouest des Avocats lisible sur le site internet de l'ECOA et en respecter les clauses.

Fait à le Signature

Je soussigné(e) (*nom prénom*)

m'engage par la présente et conformément au serment prêté devant la Cour d'Appel de Poitiers (article 12-2 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée) à conserver le secret de tous faits et actes dont j'aurai connaissance en cours de formation ou de mes stages.

Je m'engage en outre à ne prendre, en aucun cas, contact avec les parties aux litiges dans les dossiers confiés pour solliciter de quelconques informations.

J'ai conscience que le non-respect de ces engagements est passible d'une sanction disciplinaire.

Fait à le Signature

AUTORISATION DE DROIT A L'IMAGE

Je soussigné(e) (*nom prénom*)

élève-avocat(e) de la promotion 2026-2027, accepte d'être photographié(e) et filmé(e) dans le cadre de ma scolarité à l'ECOA. En acceptant, je m'engage à ne faire aucune restriction de mon droit à l'image et à ne demander aucune contrepartie à l'ECOA. Je donne l'autorisation à l'ECOA de présenter mon image dans le respect des droits et de ma personne pour toute diffusion et sur tous supports jugés utiles par l'ECOA à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

oui

non

Accepte que mes données (nom, prénom, photo) figurent sur le trombinoscope de l'école :

oui

non

Fait à le Signature



CONSTITUTION DES GROUPES ET COVOITURAGE

Nom - prénom

Ville de domicile

Envisage de bénéficier d'un système de covoiturage :

oui

non

Si vous connaissez d'ores et déjà les personnes avec qui vous envisagez ce covoiturage, merci de nous indiquer leurs noms et prénoms ci-après :

.....

Fait à le

Signature



COMMUNICATION DES DONNEES PERSONNELLES AU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

Certaines de vos données à caractère personnel pourront être transmises au Conseil national des barreaux (CNB), pour traitement. En particulier, le CNB, responsable de traitement, met en oeuvre trois traitements différents sur les données vous concernant :

1. Un traitement portant sur les résultats d'admission au CAPA de l'ensemble des élèves avocats, au niveau national en vue d'établir un rapport sur l'insertion professionnelle des bénéficiaires de la formation initiale à destination du garde des Sceaux, conformément au décret n° 2017-1017 du 10 mai 2017 et à l'arrêté du 10 mai 2017.
2. Un traitement des résultats des personnes ayant échoué à l'examen du CAPA, exclusivement en vue de lutter contre la fraude à la présentation à cet examen par les personnes y ayant échoué plus d'une fois, conformément à l'article 71 du décret no 91-1197 du 27 novembre 1991.
3. Un traitement réalisé aux fins de gestion des actions de communication du CNB visant à vous adresser des lettres d'information portant sur les actions mises en oeuvre pour la profession d'avocat par le CNB dans le cadre de ses missions de représentation de la profession.

L'ensemble de ces données sont destinées au personnel habilité du CNB ainsi que, le cas échéant, à ses sous-traitants ou prestataires. *Pour plus d'informations sur la transmission de ces données, merci de bien vouloir vous adresser au secrétariat de l'ECOA.*

J'accepte de communiquer mon adresse e-mail au CNB afin de recevoir ses lettres d'information.

Fait à le Signature



En application de la législation en vigueur, vous disposerez d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement de vos données, ainsi que d'un droit d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant dans le cadre de ces traitements. Vous disposerez également du droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données post-mortem. Ces droits s'exerceront par courrier accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé à l'adresse postale suivante : Conseil national des barreaux, Délégué à la protection des données, 180 boulevard Haussmann, 75008 Paris ou par courriel à l'adresse : donneespersonnelles@cnb.avocat.fr. Vous disposerez également d'un droit de réclamation auprès de l'autorité nationale de protection des données.

COMMUNICATION DES DONNEES PERSONNELLES AU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

Le Conseil national des barreaux (« CNB »), 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris, est responsable d'un traitement de données à caractère personnel vous concernant.

Ce traitement portant sur la centralisation des demandes d'inscription à la formation initiale auprès des CRFPA a pour finalité de gérer, à l'échelon national, les demandes d'inscription auprès des CRFPA afin d'identifier les demandes d'inscription multiples et les demandes d'inscription formulées par des personnes interdites de se représenter à la formation et d'en informer les CRFPA pour leur permettre d'en tenir compte.

Ce traitement porte sur vos données suivantes : votre nom de naissance, votre nom d'usage, votre prénom, votre adresse email, le CRFPA sollicité pour votre (pré)inscription, le statut de votre demande d'inscription et, s'il y a lieu, l'université de rattachement de l'institut d'études judiciaires dans lequel vous avez passé l'examen d'accès au CRFPA. Ces données sont indispensables à ce traitement et sont communiquées au CNB par le CRFPA auprès duquel vous avez demandé à être inscrit.

Ce traitement est nécessaire à l'intérêt légitime poursuivi par le CNB et les CRFPA visant à optimiser, à l'échelon national, les demandes d'inscription aux CRFPA, dans l'intérêt des personnes éligibles à cette inscription dont les conditions sont définies par l'article 51 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat.

Ces données sont destinées à la direction juridique (pôle formation, voire d'autres pôles si nécessaire) et la direction générale du CNB, ainsi qu'aux personnes en charge de la gestion des inscriptions au sein des CRFPA. Ces données ne sont pas transférées en dehors de l'Union européenne. **Vos données seront conservées au plus tard jusqu'au 31 mars 2028, date à laquelle elles seront détruites.**

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement portant sur vos données ainsi qu'un droit de limitation du traitement.

Vous pouvez également demander à vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière. Vous disposez en outre d'un droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données post-mortem.

En ce qui concerne les directives générales, elles devront être adressées à un tiers de confiance numérique certifié par la Commission nationale informatique et libertés.

Vous pouvez exercer ces droits en écrivant par courrier postal à l'adresse précisée ci-dessus ou par email à l'adresse donneespersonnelles@cnb.avocat.fr. Vous disposez enfin du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale informatique et libertés (www.cnil.fr).

- J'ai pris connaissance de la notice d'information relative au traitement de données personnelles me concernant.

Fait à le

Signature



ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET CONDITIONS D'UTILISATION DU SERVICE PAR LES UTILISATEURS DALLOZ

ENTRE

(Nom - prénom)

Ci-après dénommé l'Utilisateur

D'une part

ET

L'Ecole du Centre Ouest des Avocats (ECOA)

Ci-après dénommée l'EDA

D'une part

APRES AVOIR EXPOSE

L'EDA attribue à l'Utilisateur des identifiants personnels pour accéder à son espace privé sur l'intranet de l'EDA (ci-après « l'Intranet »).

L'EDA met à disposition de l'Utilisateur le service « Dalloz-Avocats 3D » (ci-après, le « Service »), édité par les Editions Dalloz (ci-après, « l'Editeur »), comprenant les interfaces Dalloz, ELnet et Navis (le détail de l'utilisation de offres, notamment en termes de respect de la propriété intellectuelle figure dans les conditions d'utilisation du Service annexées), à travers un lien « Single Sign-On » accessible sur l'intranet de l'EDA.

L'Utilisateur accède à l'interface Navis après avoir créé son compte et ses identifiants personnels.

L'Utilisateur peut utiliser le Service sous réserve de l'acceptation préalable des conditions d'utilisation figurant en annexe.

Par la présente, l'Utilisateur garantit l'EDA du respect de la confidentialité de ses identifiants personnels et du code d'accès de l'EDA au Service, ainsi que des règles de propriété intellectuelle afférente aux bases de données.

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET CONDITIONS D'UTILISATION DU SERVICE PAR LES UTILISATEURS DALLOZ (SUITE)

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Eléments d'identification

Les identifiants personnels fournis par l'EDA à l'Utilisateur pour accéder à l'Intranet sont strictement personnels, confidentiels et non transmissibles.

Les identifiants spécifiques de l'Utilisateur associés à l'interface Navis sont strictement personnels, confidentiels et non transmissibles.

L'usage par l'Utilisateur de ces éléments d'identification, constitués par la combinaison de son adresse email personnelle et d'un mot de passe, est placé sous la seule responsabilité de ce dernier.

ARTICLE 2 : Confidentialité

L'Utilisateur s'engage à limiter strictement l'accès au Service à son seul usage. Afin de respecter la confidentialité de ces éléments d'identification, l'Utilisateur :

- S'interdit, en particulier, de prêter ou diffuser ses identifiants personnels donnant accès à l'intranet à un quelconque tiers, notamment pendant les périodes de stage, y compris à son maître de stage ;
- S'engage à ne pas divulguer ses identifiants personnels spécifique à l'interface Navis ;
- Garantit qu'il avertira sans délai l'EDA en cas de perte ou de vol de ses codes d'accès.

Fait à le Signature de l'Utilisateur



HEBERGEMENT COLLECTIF AU SEIN DE L'ECOA

Je soussigné(e) (nom - prénom)

Souhaite bénéficier de l'hébergement collectif de l'ECOA pendant la période des fondamentaux.

Hors semaines de cours, vous ne pouvez pas bénéficier de cette offre d'internat.

Ne souhaite pas bénéficier de l'hébergement collectif de l'ECOA (**ignorer les questions suivantes et procéder à la signature du document**)

Je souhaite un hébergement dès le dimanche soir

Je souhaite un hébergement à partir du lundi soir

Je ne suis pas opposée à être dans une chambre mixte

Merci de nous indiquer le(s) nom(s) & prénom(s) de la ou des personnes avec qui vous souhaiteriez partager une chambre (*chambre double ou triple*). *L'ECOA respectera votre choix dans la mesure du possible.*

Ce formulaire est soumis à validation par l'ECOA. Si votre demande est acceptée, vous recevrez un mail vous précisant les modalités pratiques ainsi que les conditions de paiement.

Fait à le

Signature

DOCUMENT A REMPLIR POUR LES ELEVES DE NATIONALITE ETRANGERE NON RESSORTISSANTS DE L'UNION EUROPEENNE

Je soussigné(e) (nom - prénom)

Né(e) le A

Pays De nationalité

reconnais par la présente avoir été informé(e) au moment de mon inscription à l'ECOA des conditions de nationalité exigées pour l'inscription à un Barreau français* et de l'absence de pareille condition pour l'inscription à une Ecole d'avocats en France.

J'ai également été informé(e) que, dans ces conditions, l'obtention du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) n'est pas une condition suffisante pour pouvoir s'inscrire à un barreau français.

Fait à le

Signature

*Faire précéder de la mention manuscrite
« lu, pris connaissance et approuvé »*

* Article 11 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971,

« Nul ne peut accéder à la profession d'avocat s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° être français, ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou ressortissant d'un Etat ou une unité territoriale n'appartenant pas à ces Communautés ou à cet Espace économique européen qui accorde aux Français la faculté d'exercer sous les mêmes conditions l'activité professionnelle que l'intéressé se propose lui-même d'exercer en France (...) ou avoir la qualité de réfugié ou d'apatride reconnue par l'Office français des réfugiés et apatrides ; (...) »